

Le parti démocrate n'a pas seulement remporté le siège présidentiel. Ce serait peu, si l'exécutif n'était pas appuyé par la majorité du congrès, comme cela est arrivé lors du premier passage de M. Cleveland à la présidence. La majorité hostile du sénat l'a empêché de réaliser alors les réformes qui composaient son programme.

Cette fois, la victoire est plus complète qu'en 1884. La chambre des représentants sera démocratique à une grande majorité. Quant au sénat, la majorité républicaine, si elle ne disparaît pas tout à fait, sera tellement réduite que les représentants du tiers-parti tiendront la balance du pouvoir, et l'on sait qu'en matière de tarif surtout, ils font cause commune avec les démocrates.

Avec un tel congrès, M. Cleveland va enfin être en mesure d'exécuter son programme de réformes, et nous en ressentirons tous les premiers les bons effets, car le nouveau président et son parti se sont formellement engagés à rappeler la loi McKinley dirigés surtout contre nos cultivateurs, qui en souffrent beaucoup.

Les négociations entre notre gouvernement et celui de Washington pour la conclusion d'un traité de commerce en deviendront plus faciles, et tout permet d'espérer qu'animés de part et d'autre de sentiments bienveillants, les deux gouvernements en arriveront à un arrangement favorable aux deux nations.

* * *

En France, la mollesse de l'administration à l'égard des socialistes dans l'affaire de la grève de Carmaux, l'explosion d'indignation qui a suivi celle de la bombe de la rue des Bons-Enfants et surtout l'émoi général causé par les révélations de corruption effrénée dans les régions administratives, à propos de l'affaire de Panama, ont scellé le sort du ministère Loubet.

M. Brisson ayant essayé en vain de former un cabinet, M. Ribot a répondu à l'appel du président Carnot, et finalement opéré un replâtrage ministériel qui n'offre pas grande garantie de solidité. Il serait déjà tombé, si, après quelques hésitations, il ne s'était enfin décidé à se rendre aux désirs manifestes de la chambre et du pays de faire la lumière complète dans cette triste affaire de Panama.

M. Delahaye qui, le premier, a eu l'honneur de dénoncer du haut de la tribune française cette fraude gigantesque, l'a dit avec raison : "Panama, c'est le mal qui a gagné tout le corps social, parce que les gouvernants l'ont laissé se développer; c'est la curée au grand soleil de la fortune des citoyens par des hommes ayant mission de la protéger et de la défendre."